



Parti socialiste  
du Valais romand

# le peuple.VS

Numéro 181

Vendredi 24 décembre 2021



## Le plus beau des cadeaux

En ces périodes de fêtes, chacune et chacun s'est mis en quête du cadeau qui fera le plus bel effet sous le sapin.

Tout est question de budget. On aimerait faire plaisir, mais les moyens à disposition ne sont pas forcément les mêmes pour tout le monde. Il s'agit donc de trouver le cadeau approprié au prix qu'on pourra payer.



La dernière session du Parlement cantonal a réalisé quelques jolis cadeaux. Les viticulteurs, par exemple, recevront 14 millions à titre de cas de rigueur. Les familles valaisannes toucheront quant à elles 30 francs supplémentaires par enfant et les allocations de formation augmenteront de 20 francs, ce grâce à une solidarité accrue de tou·te·s les travailleurs et employeurs du Canton. On versera 1 million de francs pour la protection des troupeaux. Les communes ne devront plus verser de contribution pour les écoles de degré tertiaire sur le territoire.

De quoi en réjouir plus d'une et un, n'est-ce pas ?

En parallèle, on apprend qu'aux soins intensifs, on a enregistré 15 à 20% de départs. Une infirmière me confiait il y a quelques jours

que le salaire n'est pas la raison première de ces départs. Le personnel de santé souffre aujourd'hui de conditions de travail devenues quasi insupportables en raison d'un sous-effectif persistant.

N'y avait-il pas mieux à faire alors, en cette période de pandémie ? N'aurait-il pas fallu augmenter les ressources dans le domaine de la santé ?

La santé. Le bien le plus précieux. Le plus beau cadeau. Le plus essentiel...

A ce titre, si vous ne savez que proposer pour Noël, offrez-vous la vaccination (gratuite!). Épargnez le personnel des hôpitaux, votre passage aux soins intensifs n'est pas indispensable. Et, la place ainsi libre permettra de soigner une autre personne, atteinte d'une autre maladie dont on ne peut aujourd'hui pas éviter la forme grave avec une simple piqûre.

Joyeux Noël et bonne année 2022 !

**Barbara Lanthemann,**  
rédactrice en cheffe

5

L'Entretien :  
Emmanuel Amoos,  
conseiller national

6

Les vœux 2022

10

La Voix des partisans :  
À celles qui trinquent : santé !  
Aude Rapin





# Le moindre mâle ?

L'année 2021 arrive à son terme, et avec lui, son lot de bilans, dans tous les domaines de notre société. Sur le plan du langage, les dernières semaines ont vu une nouvelle entrée de dictionnaire défrayer la chronique : en novembre, nous apprenions que le pronom « iel » entrait dans le dictionnaire Le Robert.

Ce pronom est défini comme suit : « iel, iels : pronom personnel sujet de la troisième personne du singulier et du pluriel, employé pour évoquer une personne quel que soit son genre ». Début décembre, nous apprenions que ce mot était désigné mot de l'année pour les Suisses francophones.



Il n'en fallait pas moins pour déchaîner les foules. Celles et ceux qui envisagent la langue comme immuable ont crié au scandale face à une telle offense : comment diable peut-on oser créer de nouveaux termes en français ? Ne nous y trompons pas. Si celles et ceux qui ont décidé de monter au front contre le pronom iel se voient comme défendant un français « originel », l'erreur est grossière.

## Les langues évoluent

La langue évolue. Ce n'est pas un débat à mener mais un fait. Des néologismes apparaissent régulièrement, en français comme dans d'autres langues. Même l'Académie française, institution ô combien régulièrement invoquée en rempart contre les nouveautés langagières par celles et ceux qui ne comprennent pas cela, réédite son dictionnaire régulièrement pour y ajouter ou supprimer des entrées.

Les néologismes sont motivés par différents facteurs : l'indication d'une démarcation sociologique, la recherche d'un effet psychologique, mais surtout, la nécessité de combler un vide lexical. Ainsi, lorsque le premier avion a été inventé, il a fallu créer le mot « avion ».

## Un non-débat

Revenons au cas qui nous intéresse : le pronom « iel/iels ». Il comble un vide lexical, occupe une place qui n'avait jusqu'alors été occupée par aucun terme dans la langue française. Des personnes non binaires existent, un terme s'y rapportant doit donc exister. Ici, un pronom, pour que les personnes s'identifient comme non binaires puissent simplement recourir à un terme qui correspond à leur réalité.

La langue s'enrichit, nous disposons d'un nouveau terme utilisable. Plutôt que de le regarder d'un mauvais œil, approprions-le-nous et réjouissons-nous face à la puissance créative du langage. Personne n'y perd, tout le monde y gagne : celles et ceux qui ne veulent pas y faire recours n'ont rien à craindre de son existence. Mais les personnes qui en ont besoin en disposent désormais.

## La vraie question

Comment comprendre donc cette levée de boucliers ? Personne ne s'est étonné de l'arrivée du terme « COVID-19 » (quelques débats ont eu lieu pour savoir s'il est un terme féminin ou masculin, soit). Ce qui dérange réellement derrière « iel/iels », c'est donc la réalité à laquelle ces termes renvoient. De la même manière que des critiques fusent contre le langage épïcène ou le langage inclusif, c'est l'idée de rendre la langue plus égalitaire qui provoque des réactions, pas le fait que la langue évolue (elle l'a toujours fait, et doit le faire) – car élargir le lexique n'implique précisément aucune perte.

Prenons donc ces débats sur les termes liés aux questions de genre et à l'inclusion pour ce qu'ils sont : une lutte pour l'égalité et la reconnaissance des minorités dans le langage, qui les a toujours exclues jusqu'à aujourd'hui. Et allions-nous à ces revendications, que l'on soit concerné-e directement par ces termes ou non. Car si la sélection de nouveaux mots pour les personnes qui en ont besoin est une chose qui leur appartient en premier lieu, la défense d'un langage pour toutes et tous est un combat que nous devons toutes et tous mener.

**Clément Borgeaud,**  
président PSVr

# Pour une stratégie cantonale sur la Géoinformation

En politique, en économie ou dans la vie privée, de 60 à 80 % des décisions prises s'appuient sur une référence spatiale.

Nous recourons tou-te-s, presque quotidiennement, à des informations géographiques, bien souvent sans même nous en rendre compte : recherche d'itinéraires, consultation de l'état du trafic, mensuration officielle, plan d'affectation des zones et carte des dangers.

« Par sa capacité à fournir une représentation numérique de grande précision de notre environnement, la Géoinformation est appelée à jouer un rôle central dans nos efforts pour le climat » [...]. Ce sont là les mots de la conseillère d'État vaudoise Christelle-Luisier Brodard en marge de la plénière d'ouverture de la seconde Journée Romande de la Géoinformation à laquelle l'Etat du Valais a, du reste, participé.

Pour Géraldine Pflieger, Professeure en politiques urbaines et de l'environnement à l'Université de Genève et membre de la délégation suisse à la dernière COP26 : « Les données – notamment dans les domaines de la mobilité et de l'aménagement du territoire – ont un rôle essentiel à jouer pour inciter les décideurs politiques à concrétiser les objectifs définis dans les plans climat cantonaux ».

Elles doivent permettre d'identifier les freins et leviers dans chaque sous-secteur des collectivités publiques tout en évaluant l'équité.

Si le Grand Conseil a réservé un accueil mitigé à cette intervention en l'acceptant du bout des lèvres par 61 voix contre 58 et 0 abstention, d'autres cantons romands semblent allouer une importance considérable à cet outil fondamental dans la gestion durable de notre territoire.

Le Canton de Vaud vient d'accepter un crédit de 43.6 millions de francs pour financer la poursuite des travaux de mensuration officielle et le développement de l'infrastructure cantonale en données géographiques. C'est dire l'importance que revêt ce secteur et l'intérêt de ce postulat visant, pour rappel, la mise en œuvre d'une « Stratégie cantonale pour la Géoinformation » dans la continuité de la loi d'application de loi fédérale sur la géoinformation (LcGéo) sur laquelle le Parlement s'est, du reste, penché en 2016.

**Maxime Collombin,**  
député Entremont-Autrement  
du groupe PS et Gauche citoyenne



Échos du Parlement

# Troubles du comportement alimentaire

J'ai déposé un postulat pour améliorer la prise en charge des patients souffrant de troubles du comportement alimentaire (TCA). Cinq pédiatres ont rédigé une lettre pour dénoncer la non-prise en charge en Valais de ces patients, par manque de personnel formé.

Ce postulat est passé sans discussion au stade du développement.

Selon une étude de l'OFSP, 3.5 % de la population suisse développe un TCA au moins une fois dans sa vie. Cette proportion atteint 5.3 % chez les femmes. La prévalence des TCA est en augmentation et ces troubles surviennent à un âge de plus en plus précoce, avec des conséquences graves sur la santé physique et psychique des personnes qui en souffrent. Ainsi, dans le cas de l'anorexie, le taux de mortalité est le plus élevé de toutes les maladies psychiatriques confondues. Selon des chiffres rapportés par la Revue médicale suisse, 5 à 15 % des personnes anorexiques

décèdent prématurément, soit par suicide soit en raison des conséquences de leur maladie (sous-alimentation, étouffement en vomissant, problèmes cardiaques graves, etc.). De plus, ces maladies provoquent fréquemment une déscolarisation de l'adolescent-e et son exclusion de la société. Les troubles du comportement alimentaire comprennent l'anorexie, la boulimie et l'hyperphagie compulsive.

Compte tenu de la fréquence et de la gravité de ces troubles, ainsi que de la possibilité d'influencer favorablement leur pronostic par une intervention appropriée, il s'agit là d'un enjeu majeur de santé publique. La dégradation générale de la



Échos du Parlement

santé psychique de la population, en particulier des adolescentes et adolescents, en lien avec la pandémie, renforce encore le besoin de structures efficaces dans le domaine des TCA. En effet, une détection et une prise en charge précoces de ces troubles réduisent le risque de chronicisation et de complications somatiques, psychologiques et sociales. Une lettre signée par 5 pédiatres valaisans indique que leurs patientes souffrant de TCA sont confrontées à un véritable « désert médical ». Cette situation met les patients, les familles et les médecins dans une situation d'impuissance qui,



au quotidien, occasionne des souffrances considérables. Le traitement des TCA nécessite un accompagnement médico-thérapeutique pluridisciplinaire, sur des mois voire des années.

Or le Valais ne dispose actuellement d'aucune structure spécialisée dans ce domaine, contrairement à d'autres cantons romands. Fribourg a créé un centre de traitement ambulatoire des TCA (Ceptade). Vaud dispose du centre abc anorexie-boulimie, avec accueil de jour à Lausanne et service d'hospitalisation à St-Loup ; la liste d'attente y est de plusieurs mois. A Genève, les Hôpitaux universitaires ont mis en place une consultation TCA. Il existe également une offre privée à la clinique Belmont. En Valais, la pédopsychiatrie se limite pour l'essentiel à quelques cabinets privés, d'ailleurs surchargés ; à des prestations ambulatoires généralistes à Brig, Sierre, et Monthey ; à 10 lits non spécialisés à l'Hôpital de Sierre ; et à une clinique privée non spécialisée dans les TCA et n'offrant dans ce domaine qu'un suivi post-hospitalisation.

**Marie-Jo Reuse,**  
députée socialiste du groupe  
PS et Gauche citoyenne



## Réseaux d'extrême-droite en Valais

### Quelles mesures sont prises par nos autorités ?

J'ai déposé une interpellation au sujet des réseaux d'extrême-droite en Valais, faisant écho à un nouvel article sur le sujet dans le Nouvelliste. En juin, le parlement avait refusé un postulat demandant d'agir rapidement face à cette problématique, en faisant une analyse de la situation et en axant sur la prévention.

L'inquiétude d'une inaction politique face à ces mouvements, qui ont comme fonds de commerce la haine et la xénophobie et comme modes d'actions l'agitation, l'intimidation et la peur, était grande.

J'ai questionné le Conseil d'Etat sur trois axes : Quelles mesures ont déjà été prises ? Quelle politique proactive va-t-il mener ? Que fait-il pour contrer ces groupes ?

Le Conseiller d'Etat Frédérique Favre a répondu à mes questions lors de la session de décembre (l'urgence ayant été refusée en septembre). Il est à relever qu'un groupe de la police est spécialement attiré à cette problématique et travaille

étroitement avec la Confédération. Des actions de préventions, mais aussi répressives, sont régulièrement menées par nos forces de l'ordre. Le démantèlement, quant à lui, est de la compétence de la Confédération...

**Des actions de préventions, mais aussi répressives, sont régulièrement menées par nos forces de l'ordre.**

Pour terminer, quelques chiffres concernant les discriminations raciales, ils sont bas... A mes yeux, probablement liés au fait que les victimes n'en parlent pas. Il y a encore du travail et nous allons demander une analyse complète ainsi qu'un renforcement du bureau de l'égalité. Notre camarade et députée suppléante Pauline Crettol a d'ailleurs déposé un texte dans ce sens à la session de décembre.

**Anne-Laure Secco,**  
députée socialiste du groupe  
PS et Gauche citoyenne

# Emmanuel Amoos, conseiller national

Emmanuel Amoos, premier vient ensuite lors des élections fédérales de 2019 pour le PSVr, siège au Conseil national depuis la session de juin dernier, suite à l'élection de Mathias Reynard au Conseil d'État. Le Peuple.VS l'a rencontré pour établir, avec lui, un petit bilan de ces premiers mois d'engagement à Berne.



**Emmanuel, tu as pris tes marques à Berne, semble-t-il. Et, il y a de quoi faire, n'est-ce pas ? Dans quelle commission sièges-tu ?**

Mon nouveau mandat est passionnant et très excitant. J'ai désormais bien pris le rythme et effectivement le travail est dense. Je siège dans la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N), qui traite de sujets très variés. Par exemple, lors de notre dernière séance, nous avons discuté de l'accès au don d'ovules, de la prolongation des mesures de soutien de la loi Covid-19 pour la culture et de la lutte contre l'illettrisme numérique.

**Je suis persuadé de la nécessaire bonne entente à entretenir entre les élues et élus, quel que soit le parti ou l'échelon politique.**

**Quels sont les thèmes que tu souhaites mettre en avant à Berne ?**

Je ne souhaite pas m'enfermer dans un ou deux thèmes. Je veux rester libre de proposer mes idées. J'ai notamment été actif pour le dépôt du référendum du PS contre l'abolition du droit de timbre, sur l'interdiction de l'exportation d'armes, et je viens de déposer un postulat demandant d'analyser la mise en œuvre d'une assurance perte de gain (APG) maladie obligatoire pour les chômeurs.

**On a vu que certaines mesures proposées par le Conseil fédéral pour faire face au Covid et ses variants ont fortement agacé le Valais, notamment la quarantaine pour les touristes. En tant que représentant valaisan au Parlement fédéral, as-tu été sollicité ? Quelle est la marge de manœuvre dans un tel cas ?**

Les milieux du tourisme valaisan ont effectivement contacté tous les élus fédéraux. Nous avons rédigé une déclaration commune, adressée au Conseil fédéral, qui demandait la levée immédiate de l'exigence de quarantaine obligatoire pour les personnes provenant de pays où circule le variant omicron. J'ai toujours affirmé que la gestion sani-

taire devait être gérée uniquement par le Conseil fédéral. Mais dans ce cas précis, on m'a renseigné sur les exigences de l'OMS qui stipulaient à fin novembre que les quarantaines ne constituaient pas une mesure proportionnée au risque.

**Au Parlement cantonal, tu as su trouver des alliances pour défendre ses sujets. Est-ce encore possible à Berne ? et sur quels sujets justement ?**

Je suis persuadé de la nécessaire bonne entente à entretenir entre les élues et élus, quel que soit le parti ou l'échelon politique. Mon tempérament convivial m'a toujours permis d'engager des discussions entre élues et élus de tous partis et c'est une attitude à laquelle je tiens.

Pour preuve, lors de la dernière session, je suis parvenu à obtenir la signature de plus de 90 collègues parlementaires, qui soutiennent ainsi mon postulat sur l'APG obligatoire pour les chômeurs. C'est pratiquement la moitié des élues et élus fédéraux.



**Peux-tu nous en dire plus sur ce postulat ?**

Pour une personne inscrite au chômage qui, en plus, contracte une maladie menant à une incapacité de travail, les indemnités de chômage sont interrompues au bout de 30 jours déjà. Si cette personne n'a pas les moyens de se doter d'une assurance individuelle, le recours à l'aide sociale reste alors le seul moyen de subsistance. Cette lacune de couverture fait inutilement supporter à l'aide sociale des coûts qui devraient être pris en charge solidairement par les employeurs et travailleurs. Mon postulat demande au Conseil fédéral d'analyser la mise en œuvre d'une APG maladie obligatoire pour les chômeurs.

**Mon postulat demande au Conseil fédéral d'analyser la mise en œuvre d'une APG maladie obligatoire pour les chômeurs.**



# 2022

## La section de CHIPPIS

vous  
souhaite de  
joyeuses fêtes  
de fin d'année.



Vos élu·e·s et le comité

**P.-A. ZUFFEREY**

**CHIPPIS**

ferblanterie - couverture  
étanchéité - sanitaire

A votre service depuis 3 générations

**079 649 06 85**  
pa.zufferey@netplus.ch

Le team  
P.-A. Zufferey  
vous souhaite  
de joyeuses  
fêtes de fin  
d'année,  
ainsi qu'un  
heureux et  
serein 2022!

## Le Groupe parlementaire PS Gauche citoyenne

remercie ses élu·e·s, ses  
camarades et sympathisant·e·s  
pour leur engagement,  
et adresse à toutes et tous  
ses meilleurs vœux 2022



**Le Syndicat.  
Die Gewerkschaft.  
Il Sindacato.**



*«Nous étouffons parmi les gens qui  
pensent avoir absolument raison.»*

*Albert Camus*

*Que cette année 2022 nous  
permette d'avancer, avec nos  
doutes, notre humilité et notre  
humanité, vers des réponses  
collectives et solidaires  
à cette crise.*

*M. B...*



Toute l'équipe  
d'Unia région Valais  
vous souhaite  
**un joyeux Noël et  
une heureuse année  
2022**

Jeanny Morard, secrétaire régional



## BELLES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

*Groupons-nous, unissons-nous!  
Pour poursuivre la défense,  
en 2022, de nos valeurs socialistes  
de cohésion et de justice sociale!*



# Z.E.P. Sàrl

création et entretien de jardin

Fabrice Zufferey  
architecte paysagiste

Quartier du Foulon 20  
3965 Chippis  
www.zep-paysagiste.ch

027 455 11 16  
079 327 93 08  
info@zep-paysagiste.ch

*vous présente ses meilleurs vœux pour l'année 2022*



**TAMPONS ENCREURS  
GRAVURE AU LASER**

Dateurs - Encre spéciale  
Mise en page - Imprimés

Av. des Platanes 8  
3960 SIERRE


Romaine Zufferey  
Tél. 027 322 50 55  
www.stampo.ch  
info@stampo.ch



**syndicom**

GEWERKSCHAFT MEDIEN UND KOMMUNIKATION  
SYNDICAT DES MÉDIAS ET DE LA COMMUNICATION  
SINDACATO DEI MEDIA E DELLA COMUNICAZIONE  
SINDICAT DA LAS MEDIAS E DA LA COMUNICAZIUN

**Tous nos vœux pour 2022!**



**Le PS de Monthey**

vous présente  
ses meilleurs vœux  
pour l'année 2022

**LE PARTI SOCIALISTE DE SAVIÈSE**

vous souhaite une  
**BONNE ANNÉE 2022**




**Parti socialiste  
du Valais romand**

Le PSVR vous souhaite de belles fêtes de fin d'année et vous remercie du fond du cœur pour votre engagement et votre militantisme! La lutte continue!



**clivazconseils sa**

Rose-May Clivaz  
Administratrice  
Rte des Bondes 42  
3973 Venthône  
+41 79 218 98 17



L'EQUIPE KERAN VOUS SOUHAITE DE

**JOYEUSES FÊTES**

VOTRE AGENCE DE MARKETING ET COMMUNICATION

[www.keran.ch](http://www.keran.ch)



*Le Centre Gauche-PCS  
vous souhaite*



*de belles  
Fêtes de fin d'année !*

**La Société immobilière  
Rue de Conthey 2 SA**



vous souhaite  
ses meilleurs vœux  
pour 2022

**Le Groupe socialiste et gauche  
citoyenne de la Constituante**

vous présentent leurs meilleurs vœux  
pour l'année 2022

*Caroline  
Corinne  
Fabien*

*Gaël  
Janine  
Jean-Marc*

*Lucile  
Olivier  
Pierre*

**La section socialiste de Nendaz**



vous présente  
ses meilleurs vœux  
pour l'année

**2022**



**SCHOECHLI**  
IMPRESSION & COMMUNICATION

Technopôle 2 – 3960 Sierre – +41 27 452 25 25



# Interdire les thérapies de conversion

Le Grand Conseil a accepté un postulat proposant de dresser un état des lieux et de modifier la législation afin d'interdire les pratiques visant à « corriger » l'orientation sexuelle et affective ou l'identité de genre d'une personne. Ce postulat n'a pas été combattu, il s'agit donc d'une première prise de conscience en Valais. Ces « thérapies » visent à restaurer une identité conforme à la norme hétérosexuelle et cisgenre.

Parmi elles, la thérapie par aversion qui consiste à soumettre une personne à des sensations négatives, douloureuses ou angoissantes alors qu'elle est exposée à un certain stimulus lié à son orientation affective et sexuelle. Elles n'atteignent jamais l'effet escompté et détruisent la vie psychique et sexuelle des personnes qui en sont la cible. L'orientation affective ou sexuelle et l'identité de genre ne sont ni des choix, ni des maladies. Penser les soigner, voire même les guérir n'est qu'une utopie provoquant des séquelles désastreuses sur la personne qui en est la victime. Nous nous réjouissons que le Conseil d'État puisse donner

une réponse précise et transparente au parlement pour que ces actes odieux ne soient plus admis en Valais. Aucune base légale ne légifère sur les thérapies de conversion et le Conseil fédéral renvoie la balle aux assurances : à elles de vérifier qu'elles ne les remboursent pas. Le Canton du Valais, suite à ce postulat, a la possibilité de montrer que les thérapies de conversion ne sont plus admissibles sur son territoire.

Olivier Ostrini

383

Fr. 383'745.15  
pour SOS enfants de chez nous!

Bravo vous toutes et tous!

Échos du Parlement

2022

La Présidence  
du PSVR, Clément,  
Caroline et Anne-Laure,

vous souhaitent  
de joyeuses fêtes et  
une bonne année 2022

25 décembre 2021

\*  
Noël  
joyeux et  
meilleurs vœux  
pour l'année 2022  
!

ssp valais



Vœux

2022



## À celles qui trinquent: santé!

Ah les fêtes, la neige qui tombe, les bons petits plats et ... la maîtresse de cérémonie!

Lorsqu'il était encore prévisible d'organiser Noël en famille, j'ai dit à ma grand-mère que toute cette mascarade ne pouvait plus durer: en effet, chaque année, elle seule se démène des semaines auparavant pour penser aux menus qui conviendront à tou-te-s et acheter tout ce qu'il y aura sur la table. La veille du 25, elle dresse déjà la table et anticipe la préparation de certains plats. Le jour J, c'est encore elle qui cuisine, accueille, sert, met la table et range pratiquement le tout (Évidemment, elle dit avoir beaucoup de plaisir à nous y voir toutes et tous et qu'au fond, c'est normal, elle a servi les autres toute sa vie). Nous autres femmes, l'aidons tant que possible, puisqu'on nous a éduquées ainsi, tandis que ces messieurs sont confortablement assis les pieds sous la table, à l'exception peut-être d'une virée à la cave pour ramener une bouteille.

Cette situation nous renvoie à la réalité quotidienne de nombreux foyers où règne encore le poids des schémas traditionnels, qui peinent à évoluer malgré une société transformée. A ce jour, 76% des femmes actives en Suisse assument un emploi rémunéré et gèrent en sus, 50% de tâches domestiques de plus que les hommes<sup>2</sup>. Autant dire qu'il reste encore fort à faire pour atteindre l'égalité femmes-hommes dans ce pays.

Puisqu'il se fait malheureusement trop tard pour révolutionner l'égalité en 2021, si vous vous retrouvez dans les lignes qui précèdent, il est encore temps de vivre une fin d'année différente.

L'un des points centraux pour y parvenir serait de remettre le plaisir au centre des festivités, en échangeant sur les attentes de chacun-e<sup>3</sup>. Des discussions franches pourront permettre de dépasser les traditions et parfois même, de découvrir des facettes insoupçonnées de nos proches. Plus ces échanges auront lieu, entre genres et générations, plus il y a de chance que des changements s'opèrent. C'est d'ailleurs l'expérience que j'ai vécue, durant le Noël que je citais en préambule. Le résultat a dépassé toutes mes attentes: tout le monde a amené des idées nouvelles, s'est impliqué de la réflexion au rangement, lequel s'est d'ailleurs fait en chantant.

Enfin, s'accorder sur un menu simplifié (d'où le succès des fondues chinoises) et des décorations réduites pourra aussi favoriser une atmosphère plus sereine. Pierre Rabhi, qui vient tout juste de nous quitter, a d'ailleurs affirmé que «*La sobriété est une option heureuse qui produit une vie allégée, tranquille et libre*». En voilà une belle idée, à contre-courant, pour célébrer 2021 et envisager 2022 sous un autre angle.

Que votre fin d'année soit partagée et heureuse ! Prenez soin de vous.

**Aude Rapin,**  
députée-suppléante Parti socialiste

Alors que la période de fin d'année est souvent perçue comme une opportunité de se retrouver et de se reposer, elle représente pourtant un stress additionnel pour beaucoup de femmes. C'est ce que décrit Caroline Dayer, chercheuse en sciences sociales à l'Université de Genève: «*Même en Suisse, en terme de rôles sociaux, on voit que ce sont majoritairement les femmes qui s'occupent des tâches domestiques [...] Noël devient alors le point culminant de la charge mentale [...] mais aussi de la charge émotionnelle - comment faire pour que toute la famille se porte au mieux pendant ce moment rempli d'attentes et de tensions*<sup>1</sup> ».

<sup>1</sup> La charge mentale en période de Noël, Caroline Dayer, La Matinale du 24 décembre 2019, RTS Info.

<sup>2</sup> OFS: Enquête suisse sur la population active: travail non rémunéré (OFS 2021).

<sup>3</sup> La charge mentale en période de Noël, Caroline Dayer, La Matinale du 24 décembre 2019, RTS Info.

# No Pasarán!

Un groupuscule néonazi se forme en Valais avec certain-e-s de ses membres affilié-e-s à d'autres organisations d'extrême droite. Iels érigent des banderoles racistes et posent ouvertement sur des photos avec des tatouages fascistes. Éric Zemmour, candidat à la présidence de la France, est invité par la bourgeoisie genevoise pour apporter sa rhétorique raciste, antisémite, sexiste et homophobe en Suisse. Rappelons qu'il a été condamné à plusieurs reprises, notamment pour haine raciale.

En somme, l'extrême droite s'affirme, complètement décomplexée. Ses « thèses » sont de plus en plus banalisées comme une alternative « nouvelle ». Face à cette montée de l'extrême droite, il faut opposer une résistance antifasciste claire. Cette lutte peut se faire au quotidien comme à des moments clé lorsqu'un groupe fasciste se forme ou qu'un-e fasciste prend la parole.

Au sens large, la lutte antifasciste peut être soutenue par des personnes de tout horizon politique comme durant la Seconde Guerre Mondiale. Au sens strict, il s'agit davantage d'un mouvement décentralisé sans leader, composé d'une myriade de groupes de gauche venant du communisme, de l'anarchisme, du socialisme ou encore de l'antiracisme.

Mais alors que faire face à l'extrême droite, en tant que socialiste ?

**Face à cette montée de l'extrême droite, il faut opposer une résistance antifasciste claire.**

Tout d'abord, il est une idée courante : dans une démocratie, l'extrême droite pourrait légitimement exposer ses « opinions » au grand public (liberté d'expression). Nombre sont même prêts à les défendre. Dans la même ligne, court la croyance que ces personnes se ridiculiseraient d'elles-mêmes. Il vaudrait mieux les ignorer, car parler d'elles, tant en bien qu'en mal, leur donnerait du crédit. En cela, il serait préférable de ne pas agir. En d'autres termes, les thèses véhiculées par l'extrême droite se trouveraient, comme toute autre idéologie, sur un marché des idées. Ainsi, à travers la multitude d'opinions, les meilleures émergeraient et les mauvaises seraient écartées. A nouveau, autant rester passif-ve-s devant cette offre d'idées, avec la demande nous trouverons bien un équilibre tout à fait libéral (Mark Bray).

Ce type de discours est d'emblée écarté dans une optique antifasciste.

Il y a plusieurs degrés de radicalité dans cette lutte. L'objectif de l'antifascisme en général est d'empêcher que les nazi-e-s paraissent en public sans être contesté-e-s, alors que celui de l'antifascisme du quotidien est d'augmenter le coût social des comportements oppressifs, au point que ceux qui les commettent ne voient d'autres possibilités que de rester dans l'ombre. C'est pourquoi, certain-es fascistes ont honte de se revendiquer fascistes dans l'espace public.



Le but des antifascistes, en s'y opposant, est de discréditer le fascisme dans l'espace public. En ressassant ce qu'ils défendent et pour quelles raisons, iels permettent de faire de l'ombre aux discours fascistes. Concrètement, ce premier pas dans ce combat consiste à dénoncer les agissements des groupes d'extrême droite dans les médias, au travers de communiqués, par exemple, mais également de les empêcher de prendre une place dans ces derniers.

Cependant, la lutte radicalement antifasciste ne s'arrête pas à de la surveillance, de la vigilance et des paroles. Les antifascistes, à Bâle ou plus récemment à Genève, descendent dans la rue manifester contre cette droite extrémiste. Une résistance concrète est mise en place grâce à un blocage physique, parfois nécessaire. Iels appliquent le concept d'auto-défense populaire.

Pour un parti socialiste qui se revendique antifasciste et qui agit contre toute forme de fascisme !

No Pasarán !

**Benoît Moret**





11 janvier - 18 h 30  
Comité directeur

8 février - 18 h 30  
Comité directeur

8 février - 19 h 30  
Conseil de parti

1er mars - 18 h 30  
Comité directeur

29 mars - 18 h 30  
Comité directeur

9 avril - 14 h 00  
Congrès du PSVR

# Oui

Je m'abonne  
au Peuple.VS

Abonnement annuel : Fr. 95.-

Abonnement de soutien : Fr. 120.-

Abonnement membres JSVr : Fr. 50.-

A renvoyer à

Le Peuple.VS  
Rue de Conthey 2  
1950 Sion

ou directement sur le site:  
[www.lepeuplevs.ch](http://www.lepeuplevs.ch)

Nom / Prénom

Adresse

NP / Localité

Téléphone / Mobile

Courriel



Le vengeur masqué



### La liste des commissions à Grégory

- Barrière électrifiée (d'occasion)
- Piquets (récupération)
- Chien de protection (roumain, moins cher...)
- Nourriture chien (importation)
- Fusils de chasse (deux en réserve)
- Munition (prévoir assez)
- Pièges pour lynx (et pour toute autre bestiole)
- Pièges à glue (pour les écolos et les curieux)
- Veste de camouflage couleur Furtiv et feuilles 3D (pour passer inaperçu)
- Tente d'affût avec siège (des fois qu'il faudrait patienter un peu)
- Sac à dos porte loup et porte carabine (ça peut peser jusqu'à 80 kg l'animal)
- Trousse de secours (si on tire sur un pote)
- Pelle (pour enterrer les loups)
- Un carton de bouteille (pour fêter le oui à l'initiative contre les grands prédateurs)
- Dictionnaire français-allemand (pour communiquer avec les haut-valaisans)

Joyeux Noël

### Mensuel 10<sup>e</sup> année

Site internet : [www.lepeuplevs.ch](http://www.lepeuplevs.ch)

Rédaction : Barbara Lanthemann  
PSVr  
Rue de Conthey 2  
1950 Sion  
[redaction@lepeuplevs.ch](mailto:redaction@lepeuplevs.ch)

Abonnement : annuel CHF 95.-  
de soutien CHF 130.-  
supplémentaire CHF 5.-  
membres JSVr CHF 50.-

Tarifs de publicité : CHF 200.- (1/8 page)  
CHF 400.- (1/4 page)  
CHF 800.- (1/2 page)  
CHF 1600.- (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS  
Rue de Conthey 2  
1950 Sion  
079 443 76 41  
[abonnement@lepeuplevs.ch](mailto:abonnement@lepeuplevs.ch)  
[publicite@lepeuplevs.ch](mailto:publicite@lepeuplevs.ch)

Impressum